

# ILS NE S'ARRÊTERONT PAS TANT QUE ! NOUS NE LES ARRÊTERONS PAS !

La politique que mène l'actuel gouvernement, dans la continuité de ses prédécesseurs, met à mal le droit du travail, c'est-à-dire les protections des salariés, fait des cadeaux à un patronat qui n'en demandait pas tant, flexibilise et précarise notre travail, notre avenir.

## ● EPISODE 1

### DÉTRUIRE LE CODE DU TRAVAIL

**L'attaque sur nos droits est claire** : par les ordonnances et la Loi Travail XXL, le Président Macron vise à la déstructuration des relations sociales. Jusqu'à présent, la Loi garantissait des niveaux minima de droits et de protections, l'accord de branche (national) ne pouvait qu'être supérieur à la Loi.

De même, les accords d'entreprises ne pouvaient être inférieurs à la branche, et donc à la Loi... Tout cela, si les ordonnances sont mises en place, ce sera fini ! Des accords portant sur l'abaissement des droits seront possibles dans les entreprises,

pour cela le patronat aura une arme, le chantage à l'emploi : « si vous n'acceptez pas une baisse des salaires, une augmentation du temps de travail, etc... on vire une partie du personnel ».

Et qui peut croire une seconde que dans une telle situation les autres entreprises du secteur ne seraient pas amenées à procéder de la sorte afin d'abaisser ses « coûts » pour remporter des marchés ? C'est cela le dumping social et c'est exactement ce que le gouvernement recherche ■

#

**Le dumping social à tous les étages !**

## ● EPISODE 2

### METTRE LA PRESSION SUR LES SALAIRES

**Le Président Macron promettait une augmentation des salaires**, même un 13<sup>ème</sup> mois pour tous les Français ! Comme à chaque fois, de telles promesses n'engagent que ceux qui y croient...

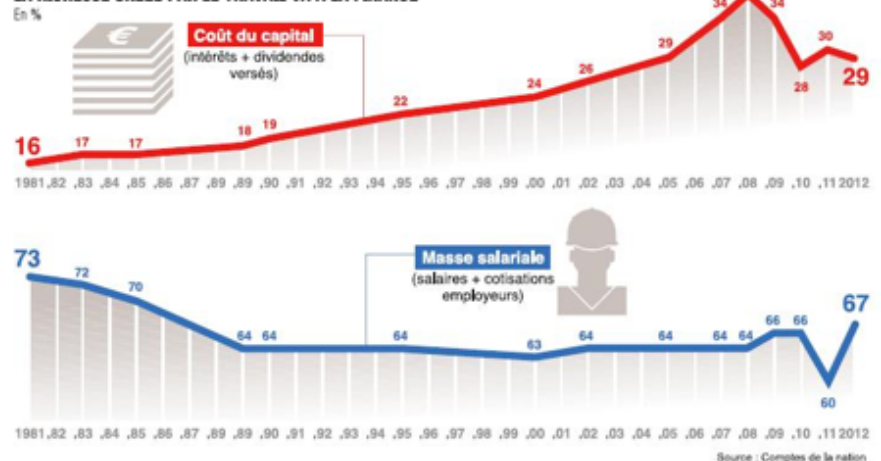
les fonctionnaires, les retraités et les agents RATP ! Pour nous, sans mesures de compensation, ce sera 1,7% en moins sur notre feuille de paie qui s'ajoutera à la modération salariale que nous subissons depuis plusieurs années maintenant ■

Alors que Macron était ministre du Budget, il a gelé les salaires des fonctionnaires durant cinq ans, tout comme ont été gelés les salaires à la RATP.

**Aujourd'hui il tente un nouveau coup de bluff** : transférer certaines cotisations sociales vers la CSG en augmentant cette dernière de 1,7%... C'est une arnaque ! Non seulement cela fragilise le financement de notre protection sociale, elle serait moins financée par le travail et ne le serait plus par l'impôt, mais en plus, aucune compensation pour

### LA VÉRITÉ SUR LE COÛT DU CAPITAL

LA RICHESSE CRÉÉE PAR LE TRAVAIL VA À LA FINANCE



## AUGMENTER LA PRODUCTIVITÉ, DIMINUER L'EMPLOI

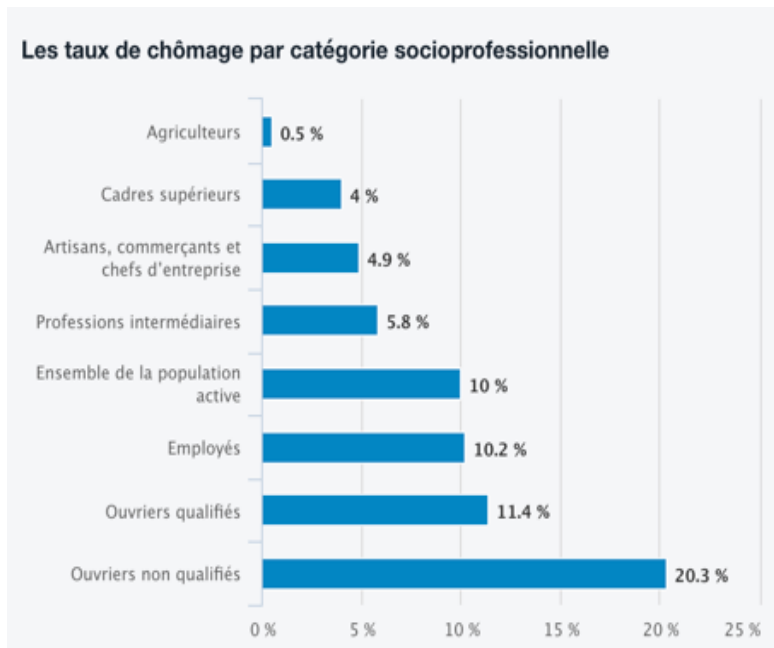
La RATP n'échappe pas à l'orientation politique qui, partout au plan national et européen, vise à faire des résultats financiers des entreprises l'alpha et l'oméga de leur politique.

Lorsque nous interrogeons la Direction générale de la RATP sur le développement de l'entreprise, nous nous attendions à avoir des éléments en termes d'augmentation de l'offre de transports,

de l'amélioration de leur qualité, de leur accessibilité et de leur sécurité... une politique qui vise à mettre en place des transports collectifs là où les habitants en sont privés ou sont insuffisamment desservis. Il n'en a rien été !

Pour la RATP, son ambition unique c'est son chiffre d'affaires : 7 Milliards en 2015, dont 2,5 Milliards issus des filiales.... Quelle drôle de vision du service public ! Pour atteindre ces objectifs, c'est à une véritable cure d'austérité que nous avons à faire face à la RATP : suppression de postes par centaines chaque année, désorganisation et intensification du travail, dégradation des conditions de travail...

Alors qu'il faut renforcer la présence humaine sur les réseaux, maintenir un haut niveau de qualification, de compétences et de savoir-faire ■



# Les suppressions de postes et l'insuffisance des recrutements fragilisent notre entreprise publique de service public.

## DÉGRADER LES CONDITIONS DE TRAVAIL & SUPPRIMER LES CHSCT

Mécaniquement, l'intensification du travail et l'augmentation de la productivité par suppression de postes ont des incidences sur nos conditions de travail, notre santé (physique comme mentale). Pas de hasard donc au projet du Président Macron de supprimer les CHSCT...

Cette instance a les moyens d'agir et de contraindre l'employeur lorsqu'elle identifie des situations de danger grave et imminent. En fusionnant les CHSCT avec les CDEP et les DP au sein d'une instance unique appelée Comité Social et Economique (CSE), qui peut sérieusement croire, à la RATP comme ailleurs, que cela va dans le sens de l'intérêt des salariés ?

Ce qui est ambitionné, au contraire, c'est limiter, voir annihiler, la capacité d'intervention des représentants du personnel ■



# Le CHSCT est essentiel pour agir sur les questions d'hygiène, de sécurité et sur nos conditions de travail !

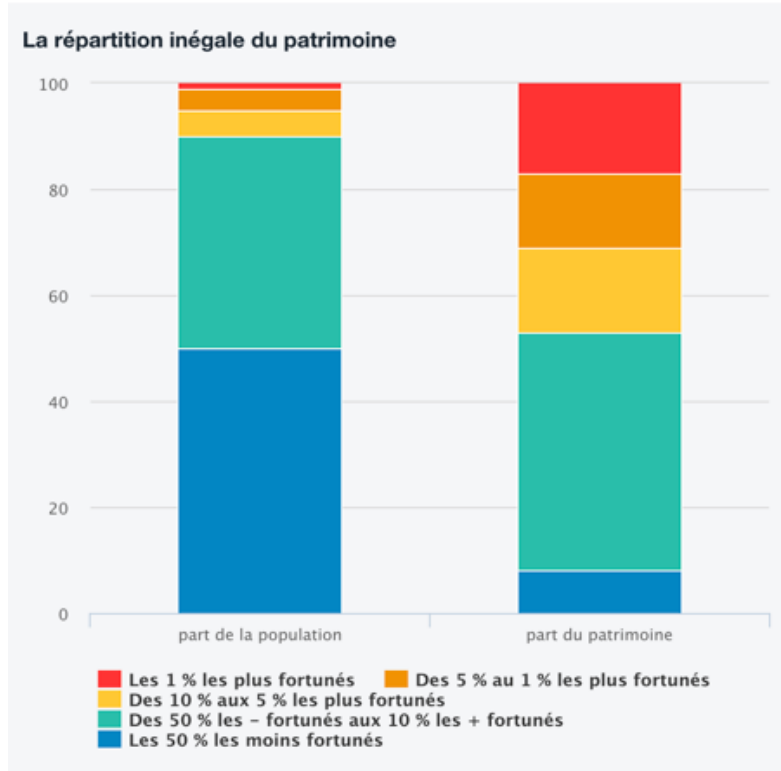
## UNE POLITIQUE AU SERVICE DES RICHES

Le Président Macron a, à nos yeux, une grande qualité : celle d'annoncer clairement ses projets et sa vision de la société. Ses projets, c'est la remise en cause de 120

ans de conquêtes sociales en France.

**Sa vision de la société, c'est prôner la théorie économique du « ruissèlement »,** faire que les riches soient toujours plus riches en espérant que cela irrigue toute l'économie. Loin d'être une politique nouvelle, elle date des années 80 et a eu des effets dévastateurs en Angleterre, là où elle a été mise en place par Margareth Thatcher...

**Servir les plus riches, telle la suppression de l'ISF,** ne plus taxer les yachts, les supercars, le patrimoine... et dans le même temps taxer les retraités « aisés », c'est-à-dire ceux qui perçoivent 1.200€, après une vie de labeur. INACCEPTABLE ■



#

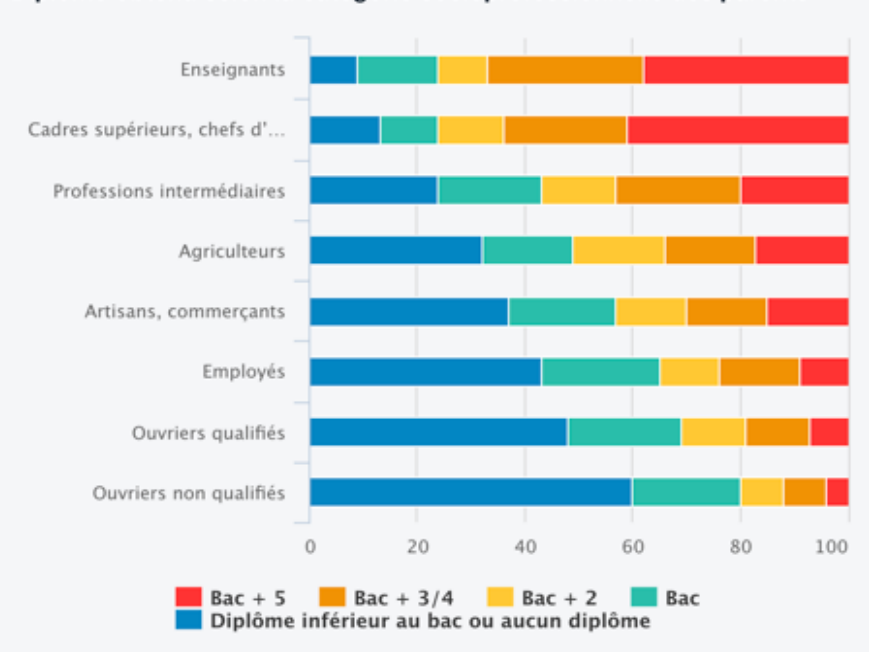
**Cette politique n'est pas nouvelle : dans les années 80 elle a eu des effets dévastateurs en Angleterre, où elle a été mise en place par Margareth Thatcher !**

## UNE POLITIQUE TRÈS COHÉRENTE

Les ordonnances loi Travail, visent à détruire, un peu plus encore les mesures protectrices pour les travailleurs dans le Code du Travail actuel. C'est un préalable à toute une série de réformes annoncées par le gouvernement :

- **Réforme de l'assurance chômage** dont la volonté est de mettre toujours plus de pression sur les privés d'emploi pour les contraindre à accepter n'importe quelle proposition (BAC + 5 pour être manutentionnaire...),
- **Réforme de la formation professionnelle** (sans traiter des inégalités qui perdurent en France et qui font que les enfants ont un niveau d'étude fonction du niveau social de leurs parents),
- **Réforme des retraites et des régimes spéciaux** (alignement par le bas des régimes, abaissement des pensions et donc du niveau de vie des futurs retraités) ■

**Diplôme obtenu selon la catégorie socioprofessionnelle des parents**



## ● EPILOGUE

### SUBIR OU AGIR ?

**C**ette politique, ce n'est pas une série sur netflix dont nous serions de simples spectateurs et dont le scénario serait écrit.

Il ne tient qu'à nous d'agir, d'intervenir pour imposer d'autres choix, pour relancer l'emploi, augmenter les salaires, assurer un meilleur financement de notre protection sociale (maladie, famille et retraite), pour faire de la RATP ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : un grand service public au service des populations, du développement des transports collectifs, un enjeu essentiel au regard des besoins exponentiels de mobilité et au service d'une politique de développement humain durable ■

## LOI TRAVAIL, SALAIRES, EMPLOIS ET CONDITIONS DE TRAVAIL, SERVICE PUBLIC...

### LA CGT-RATP PROPOSE L'ACTION !

**A**près les 12 et 21 septembre et au côté des agents publics le 10 octobre, leurs revendications doivent faire échos à la RATP.

L'ensemble de leurs syndicats se sont réunis pour agir, alors pourquoi cette unité d'action, gage de succès, ne serait-elle pas possible à la RATP ?

**Nous appelons l'ensemble des syndicats de la RATP à se rencontrer et à agir ensemble pour :**

- Une augmentation des salaires **et une compensation intégrale de l'augmentation de la CSG,**
- L'arrêt des mesures **de productivité contre l'emploi,**
- Le maintien **des droits à congé « Enfants malades »,**
- Le renforcement **du service public RATP,**
- La réouverture de négociation **sur la promotion sociale,**
- La mise en place d'un dispositif « anti dumping social dans les transports » au niveau national **sur la base des Statuts du personnel des entreprises publiques ■ ■ ■**

IL Y A TOUTES LES RAISONS  
**DE SE MOBILISER À LA RATP !**

La cgt-ratp est prête...  
**et vous ?**



CGT.RATP@GMAIL.COM



@CGTRATP



WWW.CGT-RATP.FR

